

2 décembre 2021

Afghanistan : Les services de de renseignement sous l'État islamique d'Afghanistan (1992-1996)

Activités, lieux de détention et exactions recensées : focus sur Kaboul

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. L'État islamique d'Afghanistan (1992-1996) : contexte politique et sécuritaire, en particulier à Kaboul.....	3
2. Les services de renseignement sous l'État islamique d'Afghanistan.....	4
2.1. Contexte général : les forces armées de l'État islamique d'Afghanistan	4
2.2. Les services de renseignement.....	5
2.2.1. Une dénomination incertaine	5
2.2.2. Genèse et organisation	6
2.2.3. Mohammad Qasim Fahim	7
3. Exactions imputées aux services de renseignement entre 1992 et 1996 à Kaboul.....	7
3.1. Considérations générales.....	7
3.2. Lieux de détention	8
3.3. Implication des services de renseignement dans le massacre d'Afshar (février 1993)	9
Bibliographie.....	10

Résumé : En avril 1992, un gouvernement représentant les principales factions moudjahidines accède au pouvoir, sous le nom d'État islamique d'Afghanistan. Très vite, de violents affrontements éclatent entre ces mouvements, en particulier à Kaboul. Entre 1992 et 1996, les services de renseignement du régime, ou Sûreté nationale, sont dirigés par Mohammad Qasim Fahim. Ils sont inféodés à la principale coalition militaire de l'époque, la Shura-e Nazar d'Ahmad Shah Massoud, et semblent avoir repris une bonne part de l'organisation et du personnel de leur prédécesseur, le KhAD. De nombreux témoignages confirment le fréquent recours à la torture dans les lieux de détention de la Sûreté nationale. Par ailleurs, l'implication de Mohammad Qasim Fahim dans le massacre dit d'Afshar (février 1993) a aussi été documentée.

Abstract : In April 1992, a government comprising the main mujahedin factions came to power as the Islamic State of Afghanistan. Violent clashes soon broke out between these movements, particularly in Kabul. Between 1992 and 1996, the regime's intelligence services, or National Security, were headed by Mohammad Qasim Fahim. They were affiliated with the main military coalition at that time, Ahmad Shah Massoud's Shura-e Nazar, and seem to have taken over much of the organisation and personnel of their predecessor, the KhAD. Numerous testimonies confirm the frequent use of torture in the detention facilities of the National Security. Moreover, Mohammad Qasim Fahim's involvement in the so-called Afshar massacre (February 1993) has also been documented.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. L'État islamique d'Afghanistan¹ (1992-1996) : contexte politique et sécuritaire, en particulier à Kaboul²

La dislocation de l'URSS, fin 1991, marque la fin du soutien soviétique au gouvernement du président Mohammad Najibullah, au pouvoir depuis 1987. En Afghanistan même, chaque faction – y compris celle de Najibullah – se prépare à un changement de régime. Le président, qui avait tenté de gagner le soutien des Pachtounes, est victime de sa stratégie d'ouverture : il fait face au soulèvement des forces rassemblées autour de l'Ouzbek Abdul Rashid Dostum, fondateur du Mouvement national (*Jonbesh-e Milli*), allié à d'autres chefs de guerre comme Ahmad Shah Massoud (de la Société islamique, *Jamiat-e Islami*) et au mouvement chiite Parti de l'Unité (*Hezb-e Wahdat*). **En mars 1992, Najibullah démissionne. Les moudjahidines prennent position autour et dans Kaboul entre la mi-et la fin avril, des combats inter-factionnels ne tardant pas à éclater.**

Selon le politologue français Gilles Dorronsoro, « la chute de Kaboul a entraîné la disparition de l'État et l'exacerbation de la concurrence entre les acteurs politiques dont le comportement, loin d'être irrationnel, obéit à une logique de survie ». **La guerre a alors changé de nature, des troupes étant massées afin de s'emparer des villes, qui concentrent les richesses et la population.** Dorronsoro ajoute : « Les combats restent donc géographiquement circonscrits, contrairement à la période de l'occupation soviétique [...]. Les acteurs qui survivent sont donc ceux dont l'organisation permet la concentration des ressources. » L'expert souligne encore le rôle joué par les États voisins³, chacun instrumentalisant le parti qu'il soutient tout en étant manipulé à son tour.

Le **24 avril 1992**, la signature des **accords dits de Peshawar** (Pakistan) entre sept *tanzims*⁴ aboutit à la composition d'un gouvernement dirigé par **Sibghatullah Mojaddedi** puis, à partir de juin 1992, par **Burhanuddin Rabbani**⁵ (fondateur du *Jamiat-e Islami*). **Ahmad Shah Massoud en devient ministre de la Défense.** Le nouveau régime – **l'État islamique d'Afghanistan** – est rapidement reconnu par la plupart des grandes puissances.

Gilles Dorronsoro estime que, bien que représenté au gouvernement, **le Parti de l'islam (*Hezb-e Islami*) a été le « véritable perdant » de la transition d'avril 1992.** Son chef, Gulbuddin Hekmatyar, ordonne alors les premiers bombardements sur Kaboul, qui détruisent une partie de la ville et causent la mort, entre 1992 et 1996, de 40 000 personnes⁶ : « Les tirs de roquettes sur la capitale n'ont pas d'objectif militaire, ils empêchent seulement le retour à la normale, et donc l'installation d'un gouvernement efficace. » De fait, **le gouvernement prévu par les accords de Peshawar ne tarde pas à s'effondrer** tandis que les relations entre les différents *tanzims* se dégradent.

Entre 1992 et 1994, Kaboul « constitue le véritable enjeu de la plupart des combats », presque chaque acteur majeur du conflit tenant à y avoir une présence militaire afin de ne pas être marginalisé.

La période 1992-1995 a vu les forces en présence se régionaliser, simplifiant ainsi la carte politico-militaire de l'Afghanistan. Peu à peu, certains acteurs affermissent leur contrôle sur des régions entières (Ismail Khan à Herat, le *Hezb-e Wahdat* dans le Hazarajat), en dépit de zones d'instabilité (Kandahar) et d'un processus de fragmentation politique plus aigu dans le Sud (plus « tribalisé ») que dans le Nord. En retour, aucune organisation ne dispose d'une implantation nationale.

Schématiquement – c'est-à-dire en ignorant les nombreux retournements d'alliances, volte-face et rapprochements ponctuels (tactiques plus qu'idéologiques) qui ont émaillé la période –, deux grandes coalitions se sont affrontées entre 1992 et 1996 : **le Conseil de Supervision du Nord (*Shura-e Nazar*),**

¹ Il s'agit du nom officiel du régime, sans lien aucun avec l'actuelle Organisation de l'État islamique, ou *Daesh*, dont une franchise opère en Afghanistan depuis 2015 environ sous le nom d'État islamique – Province de Khorasan (ISKP, selon le sigle anglais).

² Cette partie reprend pour l'essentiel le propos de l'ouvrage suivant : DORRONSORO G., 2000, pp. 257-280 – Chapitre disponible à l'adresse suivante : [url](#) [BDD, accès par abonnement] Des informations complémentaires ont été empruntées à : Amnesty International, 29/11/1995, [url](#) ; ONU, Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme, 2005, [url](#)

³ « Le Jombesh pour l'Ouzbékistan, le *Hezb-i wahdat* pour l'Iran et le *Hezb-i islâmi*, puis les Tâlebân, pour le Pakistan. Pour sa part, le *Jamiat-i islâmi* a développé des relations avec l'Inde, l'Iran, la Russie et les pays occidentaux. » Voir : DORRONSORO G., 2000, pp. 257-280 – Chapitre disponible à l'adresse suivante : [url](#) [BDD, accès par abonnement]

Entre tous, c'est le Pakistan qui a le plus investi sur ses clients : il a joué un rôle essentiel dans la montée en puissance des talibans.

⁴ Nom donné aux mouvements politiques afghans dotés d'un bras armé – à savoir ceux communément appelés « mouvements moudjahidines ».

⁵ Selon l'historien Ludwig W. Adamec, son pouvoir personnel était limité : il n'exerçait même pas de contrôle effectif sur Kaboul. Voir : ADAMEC, Ludwig W., 2012, p. 361.

⁶ En février 1994, Hekmatyar a par ailleurs imposé un blocus à Kaboul, la population – qui comprenait de nombreux déplacés internes – se trouvant exposée à la famine.

sous l'autorité d'Ahmad Shah Massoud et fédérant de petits partis autour du Jamiat-e Islami ; et le **Conseil suprême de coordination (Shura-e Hamahangi)**, reposant sur l'alliance entre le Jonbesh-e Milli de Dostum et le Hezb-e Islami de Hekmatyar, avec la participation du Hezb-e Wahdat chiite. Selon Gilles Dorronsoro, **la première a toujours conservé l'avantage, notamment « en raison de sa position dominante sur Kaboul »**. De fait, en 1994, le Hezb-e Islami est en plein affaiblissement militaire et politique, quand bien même Hekmatyar a occupé le poste de Premier ministre du gouvernement.

L'automne 1994 voit l'irruption d'une nouvelle force militaire, encore modeste, les talibans, installée par les services secrets pakistanais sur la frontière afghane afin de maintenir ouverte la route permettant au Pakistan d'exporter des biens vers Herat (Ouest de l'Afghanistan). Ils fondent leur ascension rapide sur la restauration de l'ordre, en premier lieu à Kandahar, alors livrée à une véritable anarchie. En février 1995, ils contrôlent neuf provinces afghanes. En parallèle, **Massoud a consolidé ses positions à Kaboul et, à l'été 1995, tient l'intégralité de la capitale**, après que ses forces ont repoussé, en mars, une première incursion des talibans dans l'Ouest de la ville. Ceux-ci s'en emparent toutefois en **septembre 1996**.

2. Les services de renseignement sous l'État islamique d'Afghanistan

Cette note se concentre sur les services de renseignement du gouvernement présidé par Burhanuddin Rabbani et incluant Ahmad Shah Massoud, tous deux membres de la coalition Shura-e Nazar, dominée par le Jamiat-e Islami : **cette imbrication des trois entités explique que certaines sources les confondent ou les amalgament**.

2.1. Contexte général : les forces armées de l'État islamique d'Afghanistan

Dans son ouvrage *The Army of Afghanistan*, le spécialiste Antonio Giustozzi rappelle que les accords de Peshawar signés le 25 avril 1992 par sept groupes moudjahidines prévoyaient de « nettoyer » l'armée, la gendarmerie et les autres forces de sécurité afin d'y assurer la représentation de toutes les parties⁷. En juillet 1992, le président Rabbani, récemment investi, a appelé à la fusion des forces armées existantes au sein d'une « armée islamique », ou « armée du djihad »⁸. Néanmoins, selon l'historien afghan Mohammad Hassan Kakar – qui commente des événements dont il a par ailleurs été témoin direct –, « **le gouvernement [des moudjahidines] n'avait ni l'autorité, ni les moyens, en particulier financiers, ni la vision qui lui aurait permis d'intégrer les combattants des différents groupes dans une armée nationale** »⁹.

Un rapport du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme de l'Organisation des Nations unies (ONU) de 2005 – jamais publié officiellement – confirme que **s'il était bien ministre de la Défense, Massoud ne disposait pas d'une véritable armée et commandait à des troupes issues de la Shura-e Nazar**¹⁰.

Pourtant, dans un premier temps, Massoud a demandé à des officiers de l'ancienne armée d'échafauder un projet d'armée nationale – un but partagé par l'ONU. En fin de compte, il a choisi de fonder cette armée sur les unités djihadistes existantes, au motif qu'il serait plus facile ainsi de s'attirer le soutien des chefs moudjahidines¹¹.

En pratique, explique Antonio Giustozzi, **l'ex-armée régulière s'est dissoute en 1992-1993**. Dans le contexte troublé de l'époque, la priorité a été donnée à la constitution de coalitions armées plus qu'à l'efficacité militaire, à la protection de la société ou à la formation des officiers et des hommes de troupe, qui a été interrompue. Les nouveaux officiers moudjahidines n'avaient pas les compétences professionnelles de leurs prédécesseurs. Les forces armées des différentes factions consistaient en

⁷ GIUSTOZZI, A., 2015, p. 113-4

⁸ BBC, 03/07/1992, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

⁹ KAKAR M. H., 1995, [url](#)

¹⁰ ONU, Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme, 2005, [url](#), p. 208.

Pour en savoir plus sur ce rapport, jugé trop incendiaire pour être publié, voir : UN Dispatch, « The Perils of Mapping Afghanistan's Conflict », 19/10/2010, [url](#)

¹¹ GIUSTOZZI, A., 2015, p. 113-4

des milices peu ou pas formées, y compris celles qui, à l'origine, comptaient un certain nombre de soldats professionnels du précédent régime¹².

Sur ce dernier point, toutefois, *Human Rights Watch* propose un panorama sensiblement différent, en affirmant que les forces en présence en 1992-1993 disposaient toutes de « structures hiérarchiques militaires avec un commandant-en-chef, des sous-commandants et des soldats. **Ces structures ont permis aux chefs de factions et aux commandants de contrôler effectivement leurs subordonnés [...] et de s'assurer que leurs troupes obéiraient.** Ces hiérarchies n'étaient pas toujours transparentes ou homogènes – et les complexes relations tribales, ethniques et familiales les diluaient davantage encore. Toutefois, ces groupes étaient organisés et, à bien des égards, les commandants contrôlaient leurs troupes¹³. » De fait, des personnes familières du fonctionnement de la Shura-e Nazar ont souligné que **l'organisation disposait d'une solide chaîne de commandement**¹⁴.

Si la Shura a acquis une position dominante dans le champ militaire, c'est notamment parce qu'elle a été **ralliée par un grand nombre de généraux du précédent régime**, de la faction *Parcham*¹⁵ du Parti démocratique du peuple afghan (marxiste-léniniste), qui lui ont apporté leur expertise, leur arsenal et leurs hommes. Massoud s'est alors trouvé bien mieux pourvu en armes modernes que ses rivaux¹⁶. Parmi les unités des forces du régime précédent passées sous le contrôle de Massoud, du moins en 1992-1993, Antonio Giustozzi cite la Garde nationale, les 2^e, 8^e et 10^e divisions de l'armée, l'armée de l'air et les services de renseignement¹⁷.

Le 1^{er} mai 1992, une force de 1 600 hommes, le **Comité pour la sécurité de Kaboul**, a été mise sur pied. Si elle était officiellement censée prévenir tout pillage et affrontement inter-partis, elle visait en vérité à neutraliser toute action de Hekmatyar¹⁸. En mars 1993, Mohammad Qasim Fahim, chef des services de renseignement [voir *infra*, 2.2.], a annoncé la création d'un « comité » similaire, incluant des cadres de la Sûreté nationale, de la police et de la garnison de Kaboul afin de ramener l'ordre dans la ville en arrêtant les voleurs et les trafiquants, de saisir les stocks d'armes et de la purger des « groupes armés irresponsables »¹⁹. En 1995, une telle force semblait encore exister : la « Commission de la sécurité », commandée par le général Yunus Qanooni²⁰.

2.2. Les services de renseignement

2.2.1. Une dénomination incertaine

Dans son ouvrage *La révolution afghane*, Gilles Dorronsoro explique que si « l'utilisation d'espions est une tradition du pouvoir afghan dès Abdul Rahman Khan [qui règne de 1880 à 1901] », le premier service de renseignement moderne n'est apparu que dans les années 1930. Sous la présidence de Barbak Karmal (PDPA), entre 1979 et 1986, il s'est agi du **Service d'information de l'État** (*Khedamat-i ettelaat-i daulat*, **KhAD**), **renommé ensuite Ministère de la sécurité d'État** (*Wezarat-i amniat-i daulati*, **WAD**) sous la présidence de Najibullah²¹.

Le WAD a disparu en même temps que le régime républicain²². Toutefois, **la dénomination de son successeur, une fois les moudjahidines au pouvoir, ne semble pas faire consensus, quoique l'expression « Sécurité/Sûreté nationale » soit la plus répandue** (*Riasat-e Amniat-e Melli* chez Gilles Dorronsoro²³, *Amniat-e Melli* chez *Human Rights Watch*, la *British Broadcasting Corporation*/ BBC

¹² GIUSTOZZI, A., 2015, p. 113-4

¹³ HRW, 2005, [url](#), pp. 6-7

¹⁴ KAKAR M. H., 1995, [url](#) ; The Afghanistan Justice Project, 18/07/2005, [url](#), p. 65

L'Afghanistan Justice Project est une organisation indépendante composée de bénévoles et de juristes qui documente les crimes de guerre commis entre 1978 et 2001.

¹⁵ Par opposition au *Khalq* (« le Peuple », « les Masses »), courant radical surtout populaire chez les Pachtounes, le *Parcham* (« l'Étendard ») était la faction plus modérée – mais aussi minoritaire – du PDPA, forte d'un ancrage dans les classes moyennes urbaines dariphones.

¹⁶ KAKAR M. H., 1995, [url](#) ; The Afghanistan Justice Project, 18/07/2005, [url](#), p. 65

L'Afghanistan Justice Project est une organisation indépendante composée de bénévoles et de juristes qui documente les crimes de guerre commis entre 1978 et 2001.

¹⁷ GIUSTOZZI, A., 2015, p. 114-5 [ouvrage disponible à la bibliothèque]

¹⁸ DORRONSORO G., 2000, pp. 257-280 – Chapitre disponible à l'adresse suivante : [url](#) [BDD, accès par abonnement]

¹⁹ BBC, 20/03/1993, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

²⁰ AFP, 03/01/1995, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

²¹ DORRONSORO G., 2000, pp. 191-227 – Chapitre disponible à l'adresse suivante : [url](#) [BDD, accès par abonnement]

²² En avril 1992, alors que les moudjahidines marchaient sur Kaboul, son chef, Farooq Jakubi, s'est suicidé. DORRONSORO G., 2000, pp. 191-227 – Chapitre disponible à l'adresse suivante : [url](#) [BDD, accès par abonnement]

²³ DORRONSORO G., 2000, pp. 191-227 – Chapitre disponible à l'adresse suivante : [url](#) [BDD, accès par abonnement]

et l'Agence France-Presse/AFP)²⁴. Susan B. Glasser, alors journaliste au *Washington Post*, explique aussi que les services secrets ont continué d'être désignés sous le terme d'*Amaniyat* [Sécurité/Sûreté] dans le langage commun²⁵, tandis qu'*Amnesty International* indique qu'ils étaient plutôt appelés « **Direction** » (**Riasat**) après 1992²⁶.

Si, le 6 mai 1992, la coalition de moudjahidines parvenue au pouvoir a annoncé, *via* son porte-parole, la dissolution du KhAD²⁷, l'historien de l'Afghanistan Ludwig W. Adamec indique que **le service de Rabbani a bien conservé le nom de KhAD**²⁸, ce que suggèrent aussi d'autres sources entre 1992 et 1996²⁹.

Enfin, **certaines sources font des services de renseignement un ministère, dit « de la Sécurité d'État »**³⁰.

2.2.2. Genèse et organisation

Pendant ses deux mois à la tête du pays (avril-juin 1992), le président par intérim Mojaddedi a confié le ministère de la Sécurité d'État au Hezb-e Wahdat, une formation chiite. Cependant, son successeur, Rabbani, a estimé qu'il était impossible d'accorder un portefeuille si sensible à « un groupe ayant des liens étroits avec une puissance étrangère », à savoir l'Iran. Les forces du Jamiat-e Islami ont alors pris possession des locaux des services de renseignement et empêché leurs homologues du Wahdat d'y entrer³¹.

Selon l'AFP, en 1995, les services de renseignement étaient **sous la tutelle du ministère de la Défense, c'est-à-dire de Massoud**³². Un journaliste afghan a confié en 1996 à la *Swiss Review of World Affairs* : « **Le gouvernement se résume, pour l'essentiel, à Massoud. Son service secret fait la loi et l'armée est infiltrée de bout en bout par des hommes à sa main.** » À ce stade, ajoute-t-il, le président Rabbani et le Premier ministre Hekmatyar n'avaient plus guère de pouvoir réel³³.

Selon la *Swiss Review of World Affairs*, **les moudjahidines se sont appuyés sur les structures du KhAD pour bâtir leur propre service secret**³⁴. Selon Susan B. Glasser, journaliste au *Washington Post*, **beaucoup d'agents du KhAD ont d'ailleurs continué d'exercer au sein des incarnations successives des services secrets afghans et y ont importé leurs méthodes**³⁵. La Sûreté nationale semble avoir vu ses effectifs augmenter radicalement en quelques années : **en 1996, elle aurait compté 5 000 agents et espions actifs à Kaboul**³⁶.

L'organigramme du service de renseignement de l'État islamique d'Afghanistan n'est pas connu : une source évoque cependant le département 54, ou « département de l'Analyse » du ministère de la Sécurité d'État. En 1992, il était dirigé par le général Gholam Rasul Tofan. Celui-ci a fait l'objet d'une attaque par balles qui l'a grièvement blessé³⁷. Par ailleurs, en novembre 1992, la radio *Message of Freedom* (affiliée, selon la BBC, au Hezb-e Islami) citait spécifiquement les départements 4 et 10 du KhAD, qui auraient été intégrés dans la nouvelle structure du Département de la Sécurité d'État³⁸.

Si les sources ne précisent pas l'emplacement du siège de la Sûreté nationale, l'Agence France-Presse (AFP) indique qu'il était voisin de l'ambassade d'Iran, qui était lors la seule représentation diplomatique opérationnelle en Afghanistan. Ces locaux ont d'ailleurs été frappés en juillet 1994 par des roquettes du Hezb-e Islami³⁹.

²⁴ BBC, 20/03/1993, [url](#) [BDD, accès par abonnement] ; AFP, 03/01/1995, [url](#) [BDD, accès par abonnement] ; HRW, 2005, [url](#), p. 52

²⁵ Edmonton Journal, [source : The Washington Post], 25/07/2002, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

²⁶ Amnesty International, 29/11/1995, [url](#), p. 50-1

²⁷ AFP, 06/05/1992, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

²⁸ ADAMEC L. W., 2012, p. 246 [ouvrage disponible à la bibliothèque]

²⁹ Deutsche Presse-Agentur, 24/08/1994, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

³⁰ BBC, 01/12/1992, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

³¹ Hamilton Spectator [source : Associated Press, AP], 23/07/1992, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

³² AFP, 03/01/1995, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

³³ Swiss Review of World Affairs, 01/10/1996, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

³⁴ Swiss Review of World Affairs, 01/10/1996, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

³⁵ Edmonton Journal, [source : The Washington Post], 25/07/2002, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

³⁶ Swiss Review of World Affairs, 01/10/1996, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

³⁷ BBC, 01/12/1992, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

³⁸ BBC, 17/11/1992, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

³⁹ AFP, 17/07/1994, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

2.2.3. Mohammad Qasim Fahim

Tout au long de la période 1992⁴⁰-1996, ces services ont été dirigés par **un proche de Massoud, Mohammad Qasim Fahim**. Le politologue français Romain Malejacq précise qu'en pratique, **Fahim était surtout responsable de tâches logistiques, comme la distribution d'armes et de munitions aux commandants** – il a d'ailleurs accompli les mêmes missions après 1996, dans la résistance anti-talibane⁴¹. Selon certaines sources, Fahim a même eu le rang de ministre de la Sécurité d'État⁴². En 1995, il a été décoré de l'ordre d'Ahmad Shah Baba⁴³, la plus haute distinction militaire de l'État islamique d'Afghanistan⁴⁴.

Dans un témoignage publié en 2016 sur le portail d'informations Rediff.com, un diplomate indien contemporain de Massoud le décrit comme « un roi » à Kaboul en 1994 : « **Pas une mouche ne pouvait voler sans que son chef du renseignement, Mohammed Fahim, n'en soit informé et ne rapporte la nouvelle au "Commandant"** »⁴⁵. » Faisant écho à ce témoignage, un ancien officier des services de renseignement a indiqué à Romain Malejacq, au sujet de Fahim : « Lorsque les institutions de l'État n'ont pas pris forme, quand les gens vivent dans la peur de l'explosion de la violence... Ces rôles deviennent flous. **Les personnalités importent plus que les fonctions** »⁴⁶. »

Plusieurs sources ont documenté l'implication de Mohammad Qasim Fahim dans l'opération menée en février 1993 par la Shura-e Nazar dans le quartier d'Àfshar, à Kaboul, marquée par d'innombrables violations aux droits de l'Homme [voir *infra*, 3.3.].

Qualifié par *Human Rights Watch* de « l'un des seigneurs de guerre les plus notoires du pays, aux mains tachées du sang de nombreux Afghans », **Fahim a exercé, après 2001 et jusqu'à sa mort en 2014, plusieurs fonctions éminentes sous la République islamique – ministre de la Défense et Vice-président**⁴⁷. Il a par ailleurs été présenté comme le chef officieux de la principale agence de renseignement du pays, la Direction nationale de la sécurité (*National Directorate of Security*, NDS), dont la majorité des 30 000 agents – du moins les premières années – étaient des Tadjiks du Panjshir, issus de la coalition anti-talibane dirigée par Massoud et connue sous le nom d'Alliance du Nord. Cet entre-soi a fait du NDS une enclave protégée au sein de l'appareil d'État et échappant au contrôle de la présidence⁴⁸.

3. Exactions imputées aux services de renseignement entre 1992 et 1996 à Kaboul

3.1. Considérations générales

The Afghanistan Justice Project affirme que **toutes les factions impliquées dans la guerre civile à Kaboul se sont rendues coupables d'exécutions arbitraires, de viols, de prises d'otages et autres exactions**. De plus, la ville s'étant progressivement cloisonnée en zones contrôlées par des partis de plus en plus homogènes ethniquement, il est devenu dangereux de circuler de l'une de ces zones à l'autre, « la tenue vestimentaire, la langue maternelle ou les traits du visage pouvant susciter l'hostilité ». Pour autant, partager l'appartenance ethnique des combattants n'était pas non plus synonyme d'immunité⁴⁹.

Au plan des méthodes utilisées, Susan B. Glasser, du *Washington Post*, a écrit en 2002 que, de l'effondrement du régime soutenu par l'URSS au gouvernement des moudjahidines jusqu'à l'État taliban, **les agences de renseignement afghanes successives ont recyclé la plupart des**

⁴⁰ La date de sa prise de fonction pourrait coïncider avec l'arrivée de Rabbani à la présidence de l'État islamique (juin 1992). Sous la présidence intérimaire de Mojaddedi (avril-juin 1992), les services de renseignement semblent avoir été commandés par le général Khan Aqa (ou Khan Mohammad), l'ancien responsable de l'unité 1 du WAD, sous Najibullah. Au moment de sa mort, dans l'explosion ciblée de son véhicule, en novembre 1992, il n'était plus que « chef adjoint de la Sécurité d'État dans l'administration de coalition ». Son assassinat aurait été décidé par la Shura-e Nazar. Voir : BBC, 07/11/1992, [url](#) [BDD, accès par abonnement] ; Xinhua, 04/11/1992, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

⁴¹ MALEJACQ R., 2020

⁴² BBC, 01/12/1992, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

⁴³ Surnom d'Ahmad Shah Durrani, « père de la nation » et roi d'Afghanistan (1747-1773).

⁴⁴ Deutsche Presse-Agentur, 24/10/1995, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

⁴⁵ BHADRAKUMAR M. K., 14/09/2016, [url](#)

⁴⁶ MALEJACQ R., 2020

⁴⁷ Reuters, 09/03/2014, [url](#) ; NYT, 15/01/2003, [url](#)

⁴⁸ Edmonton Journal [source : The Washington Post], 25/07/2002, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

⁴⁹ The Afghanistan Justice Project, 18/07/2005, [url](#), p. 110

techniques héritées de leur homologue soviétique, le Comité de la sécurité d'Etat (*Komitet Gosoudarstvennoi Bezopasnosti*, KGB)⁵⁰.

The Afghanistan Justice Project impute notamment aux services de renseignement des groupes moudjahidines basés au Pakistan des **enlèvements de réfugiés afghans**⁵¹.

En septembre 1992, Gulbuddin Hekmatyar – dont les assertions doivent être maniées prudemment, dans la mesure où il était l'ennemi du camp rassemblé autour de Massoud et de Rabbani, la Shura-e Nazar – a accusé les services de renseignement du gouvernement d'avoir arrêté « des centaines de membres » du Hezb-e Islami, et ce alors qu'un cessez-le-feu venait d'être décrété entre les factions rivales⁵². En novembre 1992, la radio *Message of Freedom*, présentée par la BBC comme « la radio de Hekmatyar », a réitéré ces accusations : « Tous les réseaux d'espions du régime précédent continuent d'opérer comme par le passé, et plus intensément encore. Leurs agents ont arrêté des moudjahidines [du Hezb-e Islami] à Kaboul⁵³. »

En 1992 également, Mohammad Fahim Qasim a été accusé d'avoir essayé d'acheter le silence d'une famille dont la fille s'était suicidée pour échapper à des soldats de la Shura-e Nazar, aux ordres du commandant Sartor, qui essayaient de la violer⁵⁴.

Par ailleurs, un rapport de *Human Rights Watch* consacré aux exactions commises à Kaboul pendant la guerre civile en 1992 et 1993 évoque les enlèvements perpétrés par les forces de la Shura-e Nazar. Si les services de renseignement ne sont pas désignés comme responsables de ces rapt, il est précisé que trois victimes n'ont pu être libérées qu'au terme de négociations avec Mohammad Qasim Fahim⁵⁵.

3.2. Lieux de détention

Le recours à la torture était déjà attesté chez les organisations moudjahidines avant 1992, que ce soit à l'endroit des civils qui refusaient de leur apporter leurs concours lors d'opérations contre un village ou une ville, ou dans les lieux de détention. Par exemple, dans la prison de **Lejdey** (province de Takhar, nord), « l'unité du procureur général » – dépendant de la direction de la Sûreté nationale de la Shura-e Nazar, dirigée par Mohammad Fahim Qasim – a systématiquement recouru à ces pratiques, **au moins entre 1983 et 1992**⁵⁶.

En 1994, le Département d'État américain a confirmé que la torture était utilisée par les groupes armés afghans pour « arracher des informations aux prisonniers ou briser leur résistance morale »⁵⁷. Dans un rapport paru en novembre 1995, *Amnesty International* est revenu sur ce point plus précisément, en soutenant qu'**après avril 1992, « les centres de détention du KhAD, le service secret du régime précédent, ont été utilisés par différents groupes politico-militaires pour détenir et torturer des prisonniers. [...] Des prisonniers sont torturés en guise de châtiement ou d'humiliation, du fait de leur appartenance ethnique ou religieuse, ou parce qu'ils sont soupçonnés de travailler pour un groupe ennemi. Certains sont torturés dans le simple but de leur extorquer de l'argent »**⁵⁸.

Si le rapport ne précise pas systématiquement le(s) groupe(s) responsable(s) des exactions documentées, il affirme que **la torture était pratiquée aussi bien « dans les prisons importantes tenues par les principaux mouvements moudjahidines que dans les lieux de détention de bric et de broc, dans des écoles ou des domiciles privés, utilisés par d'autres factions »**. *Amnesty* ajoute en 1995 que « ces dernières années, les groupes armés ont développé de nouvelles méthodes de torture ». Selon certains témoignages, **les agents de la Shura-e Nazar serraient une corde autour du cou de leur victime jusqu'à ce que celle-ci soit sur le point de mourir**. Après avoir été réanimée, elle était à nouveau soumise à cet étrangement quasi fatal⁵⁹.

S'agissant de la Shura-e Nazar, *Amnesty* indique encore que ses prisonniers étaient vraisemblablement d'abord emmenés dans les centres de détention de l'ex-KhAD. Début 1994, **le bureau 1 des services de renseignement (*Riasat Awa*) détenait près de 200 personnes dans des locaux jadis connus**

⁵⁰ Edmonton Journal, [source : The Washington Post], 25/07/2002, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

⁵¹ Amnesty International, 29/11/1995, [url](#), p. 52-3 ; The Afghanistan Justice Project, 18/07/2005, [url](#), p. 56-8

⁵² BBC, 08/09/1992, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

⁵³ BBC, 17/11/1992, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

⁵⁴ The Afghanistan Justice Project, « 18/07/2005, [url](#), p. 111

⁵⁵ HRW, 2005, [url](#), p. 52

⁵⁶ Amnesty International, 29/11/1995, [url](#), p. 52-3 ; The Afghanistan Justice Project, 18/07/2005, [url](#), p. 56-8

⁵⁷ États-Unis d'Amérique, Département d'État, 03/1995, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

⁵⁸ Amnesty International, 29/11/1995, [url](#), p. 46

⁵⁹ Amnesty International, 29/11/1995, [url](#), p. 46-7 et 50

sous le nom de **KhAD Shashdarak**. D'anciens prisonniers ont confié à *Amnesty* que la torture et les mauvais traitements y étaient très fréquents. L'un d'eux, considéré comme un « prisonnier politique », a été privé de tout contact avec ses codétenus et de tout accès à des sanitaires. À peine nourri, il pesait 48 kg à sa sortie de prison, contre 73 au moment de son arrestation. Lors des interrogatoires, il a subi des chocs électriques aux pieds et aux mains, tandis que ses testicules étaient écrasés à l'aide de pinces et que des coups de kalachnikov lui étaient administrés sur le crâne⁶⁰.

La *Swiss Review of World Affairs* confirme qu'en plus des camps de détention dans la province du Panjshir⁶¹, la Sûreté nationale était dotée de sa propre prison à Kaboul, connue sous le nom de **Bureau des enquêtes (Rijosat-e Tahgig)**, où les détenus étaient torturés. La revue rapporte le cas d'un jeune homme détenu pendant deux mois dans une cellule exiguë aux côtés de 30 autres prisonniers, sans accès à l'eau ni à des sanitaires. Les yeux bandés, il a été frappé et torturé avec des vis à serrage manuel. Il a ensuite été transféré dans un camp de travail forcé dans le Panjshir⁶².

En janvier 1994, les services de renseignement ont détenu et interrogé Hamid Karzaï, alors ministre adjoint aux Affaires étrangères de l'État islamique d'Afghanistan et devenu président du pays après l'intervention américaine de 2001. Officiellement, il aurait été arrêté pour avoir refusé de délivrer un passeport diplomatique à un cadre de la Shura-e Nazar, mais Romain Malejacq évoque des accusations de collusion avec le Pakistan. Karzaï est parvenu à s'évader après que le bâtiment où il était prisonnier a été frappé par une roquette. Le chef des services, Fahim, aurait assisté aux interrogatoires⁶³.

3.3. Implication des services de renseignement dans le massacre d'Afshar (février 1993)

Selon plusieurs sources de l'*Afghanistan Justice Project*, en tant que chef des services de renseignement du gouvernement, Mohammad Fahim a été **impliqué dans les « opérations spéciales » devant soutenir l'offensive menée par les forces de Massoud et ses alliés contre celles du Hezb-e Wahdat en février 1993, dans le quartier d'Afshar**, dans l'ouest de Kaboul. Ses agents ont ainsi pris attache avec plusieurs commandants chiites du Mouvement islamique (*Harakat-e Islami*) des environs d'Afshar pour les convaincre de participer (ou, à tout le moins, de ne pas nuire) à l'opération. Par ailleurs, Fahim aurait été « un relais crucial » dans la détermination des zones à viser. Plus encore, *Human Rights Watch* affirme que **Fahim contrôlait directement au moins un poste militaire à proximité d'Afshar**. C'est même dans une maison sécurisée des services de renseignement, « à Kart-e Parwan, près de l'hôtel Intercontinental », que Massoud et ses proches conseillers se sont réunis dès la veille de l'attaque et tout au long de son déroulement. Le rapport cite, au total, une dizaine de commandants du Jamiat-e Islami ayant contribué à la préparation de l'offensive. Celle-ci a abouti à des bombardements de zones habitées par des civils, des viols, des enlèvements et des exécutions sommaires⁶⁴.

⁶⁰ Amnesty International, 29/11/1995, [url](#), p. 50-1

⁶¹ Il y en aurait eu au moins cinq, réservés aux prisonniers de longue durée : Sefid Chehr, Bazarak – la prison centrale –, Pariyan, Dara Abdullah et Dara Hazar. Les détenus (entre quelques dizaines et plusieurs centaines, en 1994) y étaient contraints de déterrer des mines ou de creuser des tranchées. Au reste, la qualification de « prisonnier politique » semblait lancée arbitrairement par les geôliers, celle-ci justifiant la mise à l'isolement absolu de la personne concernée. Amnesty International, 29/11/1995, [url](#), p. 56

⁶² Swiss Review of World Affairs, 01/10/1996, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

⁶³ ONU, Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme, 2005, [url](#), p. 235 ; Edmonton Journal [source : The Washington Post], 25/07/2002, [url](#) [BDD, accès par abonnement] ; MALEJACQ R., 2020

⁶⁴ The Afghanistan Justice Project, 18/07/2005, [url](#), pp. 83-5 ; HRW, 2005, [url](#), p. 73 et 99-100

Bibliographie

Sites web consultés en novembre 2021.

Organisation intergouvernementale

Organisation des Nations Unies (ONU), Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme, « Mapping Afghanistan's Conflict », 2005, <http://www.flagrancy.net/salvage/UNMappingReportAfghanistan.pdf>

Institution nationale

États-Unis d'Amérique, Département d'État, « Afghanistan Human Rights Practices, 1994 », 03/1995, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=dd93752e-98ef-46cc-a479-7800b456e5c5&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A3SJD-N3X0-002D-R19K-00000-00&pdcontentcomponentid=140932&pdteaserkey=sr2&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr2&prid=f1481b31-b950-4750-86a6-df12436784fa> [BDD, accès par abonnement]

Organisations non gouvernementales

The Afghanistan Justice Project, « Casting Shadows: War Crimes and Crimes against Humanity: 1978-2001 », 18/07/2005, https://www.opensocietyfoundations.org/uploads/291156cd-c8e3-4620-a5e1-d3117ed7fb93/ajpreport_20050718.pdf

Human Rights Watch (HRW), « Blood-Stained Hands : Past Atrocities in Kabul and Afghanistan's Legacy of Impunity », 2005, <https://www.hrw.org/reports/2005/afghanistan0605/afghanistan0605.pdf>

Amnesty International, « Afghanistan: International responsibility for human rights disaster », 29/11/1995, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa11/009/1995/en/>

Ouvrages

MALEJACQ Romain, « Warlord Survival: The Delusion of State Building in Afghanistan », Cornell University Press, 2020, 256 pages

GIUSTOZZI, Antonio, « The Army of Afghanistan : A Political History of a Fragile Institution », Hurst & Co, 2015, 288 pages

ADAMEC, Ludwig W., « Historical Dictionary of Afghanistan – 4th Edition », The Scarecrow Press, 2012, 568 pages

DORRONSORO Gilles. « La révolution afghane », Karthala, 2000, 332 pages

KAKAR M. Hassan, « The Soviet Invasion and the Afghan Response, 1979-1982 », Berkeley : University of California Press, 1995, <https://publishing.cdlib.org/ucpressebooks/view?docId=ft7b69p12h&chunk.id=epilogue&toc.depth=1&oc.id=epilogue&brand=ucpress>

Think tanks, universités et centres de recherches

Swiss Review of World Affairs, « Afghanistan's Intoxication with Violence », 01/10/1996, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=e394011d-8255-4fb3-9cad-293538efccaf&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A3SKX-W6S0-0074-B0HH-00000-00&pdcontentcomponentid=12273&pdteaserkey=sr0&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr0&prid=f1481b31-b950-4750-86a6-df12436784fa&cbc=0> [BDD, accès par abonnement]

Médias

BHADRAKUMAR M. K., « Exclusive! How India reached out to the Afghan Mujahideen », Rediff.com, 14/09/2016, <https://www.rediff.com/news/special/exclusive-how-india-reached-out-to-the-exclusive-how-india-reached-out-to-the-afghan-mujahideen/20160914.htm>

Reuters, « Afghanistan's powerful Vice President Fahim dies », 09/03/2014, <https://www.reuters.com/article/us-afghanistan-vp-dies-idUSBREA2806D20140309>

The New York Times (NYT), « Pentagon Official Wants to Speed Rebuilding of Afghanistan », 15/01/2003, <https://www.nytimes.com/2003/01/15/international/pentagon-official-wants-to-speed-rebuilding-of-afghanistan.html>

Edmonton Journal, « Secret service a roadblock for Afghan nation » [source : The Washington Post], 25/07/2002, <https://www.proquest.com/docview/252991927?accountid=13739&pq-origsite=primo> [BDD, accès par abonnement]

Deutsche Presse-Agentur, « Embattled Kabul government decorates soldiers », 24/10/1995, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=5b2f1a55-c5ab-45dc-bfeb-20db41ac2ce5&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A3RPR-STJ0-0094-N2JW-00000-00&pdcontentcomponentid=144245&pdteaserkey=sr53&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr53&prid=ffa4ba78-e183-499c-8ab3-57d28ad9e1b9> [BDD, accès par abonnement]

Agence France-Presse (AFP), « Rabbani resignation will not perturb security force balance », 03/01/1995, <https://advance.lexis.com/document/teaserdocument/?pdmfid=1519360&crd=9cdf0989-e129-4c5f-9fa2-e71efc8be65f&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A3TDD-RXD0-0031-V3DV-00000-00&pddocid=urn%3AcontentItem%3A3TDD-RXD0-0031-V3DV-00000-00&pdcontentcomponentid=10903&pdteaserkey=h7&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr53&prid=ad2767ec-6641-4e7f-831e-eb6a70bb4975> [BDD, accès par abonnement]

British Broadcasting Corporation (BBC), « Hekmatyar's radio claims government units disarmed in Chemtala area », 23/11/1994, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=5229ec96-7298-4860-8566-4da2e9cc6630&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A3S51-R4C0-0017-G31P-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr56&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr56&prid=ad2767ec-6641-4e7f-831e-eb6a70bb4975> [BDD, accès par abonnement]

Deutsche Presse-Agentur, « Kabul shows mercy to aide but not to ex-President Najibullah », 24/08/1994, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=8ec96a0b-4f5d-4b22-9984-b6e52ccbd703&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A3RPR-TMK0-0094-N2YH-00000-00&pdcontentcomponentid=144245&pdteaserkey=sr59&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr59&prid=ad2767ec-6641-4e7f-831e-eb6a70bb4975> [BDD, accès par abonnement]

Agence France-Presse (AFP), « Rocket attack on central Kabul sends civilians fleeing », 17/07/1994, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=c91f34df-2bdf-42fd-a0f8->

[ca2d19f6a4e8&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A3TDD-Y440-0031-V273-00000-00&pdcontentcomponentid=10903&pdteaserkey=sr6&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr6&prid=de30a39e-5729-48f6-a3c7-e23885df1818](https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=d0d02009-fb9c-40ca-9411-2827ef761136&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A3TDD-Y440-0031-V273-00000-00&pdcontentcomponentid=10903&pdteaserkey=sr6&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr6&prid=de30a39e-5729-48f6-a3c7-e23885df1818) [BDD, accès par abonnement]

British Broadcasting Corporation (BBC), « Radio Afghanistan : Head of State Security speaks about security in Kabul », 20/03/1993,
<https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=d0d02009-fb9c-40ca-9411-2827ef761136&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A3S51-VMM0-0017-G55C-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr3&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr3&prid=de30a39e-5729-48f6-a3c7-e23885df1818> [BDD, accès par abonnement]

British Broadcasting Corporation, « Radio Message of Freedom : Ministry of State Security official shot and seriously injured in Kabul », 01/12/1992,
<https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=7e9dc844-e112-4864-94dd-d15b287976a7&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A3T47-9100-003P-509D-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr1&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr1&prid=de30a39e-5729-48f6-a3c7-e23885df1818> [BDD, accès par abonnement]

British Broadcasting Corporation (BBC), « Hekmatyar's radio says "criminal Khadists" stepping up activity », 17/11/1992, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=d8d45248-5086-43f9-ab0a-1bc1d5c164ce&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A3T47-92K0-003P-50C2-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr42&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr42&prid=6567c1d2-8bd1-40fd-adf7-3ceddbb1def0> [BDD, accès par abonnement]

British Broadcasting Corporation (BBC), « Radio Message of Freedom : Deputy Head of Security in Kabul killed by car bomb », 07/11/1992,
<https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=5d902075-8dbb-4ad2-8fe7-af6c3b195e0f&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A3T47-93G0-003P-53NM-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr26&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr26&prid=40212a19-78f0-4d6d-9e77-57d06b0c1f9e> [BDD, accès par abonnement]

Xinhua, « Afghan intelligence chief killed in car bomb blast », 04/11/1992,
<https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=33f92dc6-fc86-4dea-a2a0-ea8bdae1f959&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A3SJJ-2HC0-0034-S0XP-00000-00&pdcontentcomponentid=8078&pdteaserkey=sr76&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr76&prid=d62261d0-3323-4a44-bef0-7202f396ad7f> [BDD, accès par abonnement]

British Broadcasting Corporation (BBC), « Hekmatyar's Message on Failure of First Week of Ceasefire », 08/09/1992,
<https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=d49696d8-5ec4-4b85-aaa0-d1e83cfedd08&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A3T47-99R0-003P-54WP-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr36&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr36&prid=679aa5bb-73c0-49f7-bfd8-2621b618cd91> [BDD, accès par abonnement]

Hamilton Spectator, « Factions are now fighting in Kabul » [source : Associated Press, AP], 23/07/1992,
<https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=c619a709-0277-4179-b1e2-b923bcc62822&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A473C-2WS0-01GV-K3H1-00000-00&pdcontentcomponentid=247363&pdteaserkey=sr12&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr12&prid=5c730afa-7d4b-43e9-8155-8d46feb22304> [BDD, accès par abonnement]

British Broadcasting Corporation (BBC), « Interim President Rabbani Addresses Nation », 03/07/1992, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=e2e4455e-107c-4029-9814-20a69e0d76e4&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A3T47-9J20-003P-521S-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr71&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr71&prid=40af6049-f346-4339-9573-3f3963e71bc1> [BDD, accès par abonnement]

Agence France-Presse (AFP), « Mujahedeen dissolve old government, party, cast doubt on amnesty », 06/05/1992, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=91ef5171-5cd6-4cb6-ad63-b50646a6ed66&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A3TD-D-T0Y0-0031-V19C-00000-00&pdcontentcomponentid=10903&pdteaserkey=sr115&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr115&prid=f6d98dba-23bd-47f6-a167-2421dd81e2c5> [BDD, accès par abonnement]